



JEAN-LOUIS LHÉRITIER

Chef du département prix à la consommation,
ressources et conditions de vie des ménages à l'Insee

Quel a été l'impact de la crise sur le niveau de vie des Français ?

► L'étude de l'Insee sur le niveau de vie des Français en 2009 montre que la crise financière et économique n'a pas provoqué de baisse générale du pouvoir d'achat des ménages.

► Les statistiques montrent que les ménages les plus aisés ont continué à voir leur revenu progresser, tandis que la hausse du chômage a provoqué une augmentation notable du nombre de Français vivant sous le seuil de pauvreté.

« Le premier résultat que l'on peut observer c'est que le niveau de vie médian des ménages a augmenté en 2009 malgré la crise, faiblement certes (+ 0,4 %) mais il a quand même augmenté. Il ne faut pourtant pas croire que la crise n'a pas eu d'effet sur les Français puisqu'on voit qu'elle a conduit à une hausse du taux de pauvreté. En 2009, près de 8,2 millions de Français avaient un niveau de vie inférieur à 60 % du niveau de vie médian. Soit un taux de pauvreté de 13,5 %, en hausse d'un demi-point par rapport à l'année précédente.

Ce paradoxe entre un niveau de vie médian qui augmente et une pauvreté en hausse s'explique notamment par la progression du chômage. On sait que la pauvreté frappe davantage les chômeurs, puisqu'un tiers d'entre eux se trouve sous le seuil de pauvreté. Bien sûr les chômeurs ont des allocations, mais leurs revenus demeurent plus faibles. La pauvreté augmente donc mécaniquement lorsque le taux de chômage progresse, surtout lorsqu'il touche les travailleurs du bas de l'échelle comme cela a été le cas en 2009.

L'autre explication de l'aggravation de la pauvreté se trouve du côté des non-salariés. Les commerçants et artisans ont, plus que les autres catégories, des revenus plus sensibles à la conjoncture. Ils baissent plus que la moyenne lorsque la situation économique se détériore, ils progressent plus rapidement lorsque cela va mieux. À cet égard, l'étude note le rôle joué par les mesures sociales prises au bénéfice des ménages les plus modestes comme la prime sur l'allocation de rentrée scolaire de 150 € et la prime de solidarité active de 200 €. Cela a permis d'éviter que 120 000 personnes supplémentaires ne basculent sous le seuil de pauvreté en 2009.

À l'autre extrémité de l'échelle sociale, les revenus des 10 % des Français les plus aisés (ceux qui disposent de plus de 36 000 € par an) ont progressé légèrement (+ 0,7 %) mais moins que les années précédentes. Tout ceci fait que l'indicateur central de mesure des inégalités, le rapport du niveau de vie au-dessus duquel se situent les 10 % les plus aisés et celui en dessous duquel se situent les 10 % les plus modestes, n'a pas vraiment varié avec la crise, demeurant stable comme c'est d'ailleurs le cas depuis une quinzaine d'années. »

Adressez votre question à La Croix

- par courrier : 18, rue Barbès, 92128 Montrouge Cedex
- par courriel : lecteurs.lacroix@bayard-presse.com